

➤ **Pour les personnes physiques :**

Bénéficiez-vous du statut de jeune agriculteur (JA) (bénéficiant des aides nationales à l'installation et installé à la date de signature de cet imprimé depuis moins de 5 ans à compter de la date figurant sur votre certificat de conformité CJA) : oui non

Si oui, précisez : Date de conformité de l'installation (CJA) : ____/____/20____ (jj/mm/aaaa)

Ce projet s'inscrit-il dans votre plan de développement du dossier d'installation (DJA): oui non

➤ **Pour les personnes morales :**

Nombre d'associés - exploitants : |_|_| | Nombre d'exploitations regroupées : |_|_| |

Associé(s) remplissant la condition d'âge ⁽¹⁾	Nom et prénom des associés-exploitants ou dénomination sociale	N°SIRET (ou PACAGE)	JA	SI JA, date de conformité de l'installation (CJA)	Projet inscrit dans votre plan de développement JA
<input type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>

⁽¹⁾ Avoir au moins 18 ans et moins de 60 ans au 1^{er} janvier de l'année de dépôt de la demande. Au moins un des associés doit remplir cette condition.

➤ **Pour les propriétaires non exploitants :**

Veuillez préciser l'identité de l'exploitant remplissant les conditions d'éligibilité :

Nom et prénom de l'exploitant ou dénomination sociale	N°SIRET (ou PACAGE)	Date de naissance jj/mm/aaaa	JA	SI JA, date de conformité de l'installation (CJA)	Projet inscrit dans votre plan de développement JA
			<input type="checkbox"/> Oui		<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

➤ **Pour tous demandeurs :**

Etes vous adhérent à une Coopérative d'utilisation de matériel en commun (CUMA) : oui non

Si oui, précisez le nom et le numéro de la CUMA : _____

Etes vous adhérent à une organisation de producteur : oui non

Si oui, précisez le nom et le numéro de l'organisation : _____

Ce projet s'inscrit-il [critères régionaux] oui non

CARACTERISTIQUES DE L'EXPLOITATION

a) Localisation du siège de l'exploitation : Identique à la localisation du demandeur

Sinon, veuillez préciser l'adresse du projet : _____

Code postal : |_|_|_|_|_|

Commune : _____

b) Zones du siège de l'exploitation :

Zone défavorisée : oui non si oui, préciser : défavorisée simple montagne haute montagne
Zone vulnérable : oui non
Zone DCE prioritaire oui non (Zone A et B veuillez-vous reporter à la notice d'information sur laquelle figure la zone répondant à ce critère, il est indispensable de le compléter afin de bénéficier de la majoration de taux)

c) Situation à l'égard de la réglementation sur les prélèvements d'eau au titre du code de l'environnement (article L 214-1 à L 214-6 et L 512-1 à L 512-3) :

Votre exploitation est : déclarée ou autorisée au titre de la réglementation susvisée.
 non soumise

d) Situation à l'égard de la réglementation sur les installations classées pour la protection de l'environnement pour les serres :

(stockage de combustible, chaufferie).
Votre exploitation est : déclarée ou autorisée au titre de la réglementation susvisée
 non soumise

e) Type de culture sur l'exploitation

<input type="checkbox"/> grandes cultures (céréales, oléoprotéagineux, betteraves, pomme de terre, cultures textiles et énergétiques,...)	Surface : _____ ha
<input type="checkbox"/> cultures fruitières (arboriculture, fruits rouges,...)	Surface : _____ ha
<input type="checkbox"/> horticulture	Surface : _____ ha
<input type="checkbox"/> maraîchage	Surface : _____ ha
<input type="checkbox"/> viticulture	Surface : _____ ha
<input type="checkbox"/> autres cultures spécialisés (tabac, houblon, ...) à préciser : _____	Surface : _____ ha

f) Organisation de producteur (notamment pour les fruits et légumes)

Etes vous adhérent à une organisation de producteur : oui non
Si oui, préciser le nom et le numéro de l'organisation : _____

g) Adhérent à une CUMA

Etes vous adhérent à une Coopérative d'utilisation de matériel en commun : oui non
Si oui, préciser le nom et le numéro de la CUMA : _____

h) Pour les projets d' « économie d'énergie dans les serres construites avant le 31 décembre 2005 » uniquement :

Avez-vous bénéficié d'une aide aux investissements pour les postes de la mesure économie d'énergie pour votre serre ?
 oui non

si oui, merci de préciser l'année, la nature du dispositif, le montant de l'aide et le numéro de dossier financeur :

Surface des serres : _____ m²

Sollicitez vous l'aide nationale à la modernisation des serres existantes gérée par FAM (FranceAgriMer) ? oui non

a) localisation du projet :

Lieu des travaux : Identique à la localisation du siège de l'exploitation

Sinon, merci de préciser l'adresse : _____

Département |__|__| Commune |__|__|__|__|__|__| lieu-dit : _____

S'il s'agit d'une construction, précisez si vous êtes propriétaire du terrain d'implantation du bâtiment ?

oui non (si non joindre l'attestation complétée par le propriétaire)

b) Description des travaux et du projet :

Nature et descriptif succinct du projet (intitulé, présentation synthétique de l'opération, objectifs) :

Date d'acquisition envisagée : ____/ 20____ (mois, année)

Déroulement du projet :

Date prévue de début de projet : ____/ 20____ (mois, année)

Date prévue de fin de projet : ____/ 20____ (mois, année)

Prévoyez vous de l'autoconstruction : oui non**c) Vérification du critère communautaire lié à l'amélioration du niveau global des résultats de l'exploitation à partir des résultats prévisionnels de l'exploitation**

■ Résultats prévisionnels de l'exploitation

Si vous avez une comptabilité, remplissez le tableau ci-dessous, sinon reportez-vous au second:

(en euros)	Valeur de l'année précédente	Valeur prévisionnelle après réalisation du projet (en année de croisière)
Annuité emprunts moyen et long terme de l'exploitation		
Produit d'exploitation : ventes + primes		
Excédent brut d'exploitation (EBE)		

Si vous n'avez pas de comptabilité :

(en euros)	Valeur de l'année précédente	Valeur prévisionnelle après réalisation du projet (en année de croisière)
Annuité emprunts moyen et long terme de l'exploitation		
Produit d'exploitation : ventes + primes		
Solde d'exploitation : recettes - dépenses		

■ Nombre d'UTH : avant projet : _____ après projet : _____

■ Avez vous souscrit des mesures agro-environnementales (MAE, CTE, CAD) dont le contrat est encore en cours à ce jour ?
 oui non Si oui précisez l'année et le type de MAE : _____■ Envisagez-vous de souscrire de nouvelles MAE territorialisées (MAET)?
 oui non Si oui précisez le type de MAET : _____■ Votre projet d'investissement induit-il une modification de votre système d'exploitation ?
 oui non Précisions : _____■ Votre projet est-il intégré dans une démarche globale de type diagnostic agro-environnemental ?
 oui non Si oui précisez : _____■ Votre projet est-il intégré dans une démarche globale de type diagnostic énergétique ?
 oui non Si oui précisez : _____

ENGAGEMENTS DU DEMANDEUR

- Je demande (nous demandons)** à bénéficier des aides du plan végétal pour l'environnement (PVE).

Je déclare (nous déclarons) et atteste (attestons) sur l'honneur :

- ne pas avoir commencé l'exécution de ce projet,
- respecter les conditions d'âge au 1^{er} janvier de l'année de dépôt de ma demande (au moins 18 ans et moins de 60 ans),
- avoir pris connaissance des points de contrôle, des règles de versement des aides et des sanctions encourues en cas de non respect de ces points,
- l'exactitude des renseignements fournis dans le présent formulaire et les pièces jointes concernant ma (notre) situation et concernant le projet d'investissement,
- n'avoir fait l'objet d'aucun procès-verbal dressé dans l'année civile qui précède qui précèdent la date de dépôt de ma demande au titre des points de contrôle des normes minimales dans le domaine de l'environnement attachés à l'investissement aidé à savoir ; en matière d'hygiène, de bien-être des animaux et d'environnement,
- être à jour de mes cotisations sociales et fiscales, y compris du paiement des redevances des agences de l'eau
- le cas échéant, que les associés exploitants détiennent plus de 50 % du capital social,
- ne pas avoir obtenu d'aide pour ce même projet au titre de l'actuelle programmation 2007-2013 à l'exception des prêts à l'installation,
- ne pas avoir sollicité une aide autre que celles indiquées sur ma demande sur le même projet et les mêmes investissements,
- le cas échéant, avoir obtenu de la part du propriétaire du terrain sur lequel la ou les implantations sont projetées, l'autorisation de réaliser ces aménagements (travaux exécutés sur le site de l'exploitation) en application de l'article L 411-73 du code rural,
- avoir pris connaissance que ma demande d'aide sera sélectionnée par appel à candidature et pourra être rejetée au motif que le projet ne répond pas aux priorités ou critères définis régionalement et/ou au motif de l'indisponibilité de crédits affectés à cette mesure,
- avoir pris connaissance que ma demande sera rejetée en l'absence de réponse de l'autorité compétente au delà du délai de 6 mois à compter de la date de l'accusé de réception de mon dossier complet,

Je m'engage (nous nous engageons) à ne pas commencer l'exécution de ce projet avant la date de la décision éventuelle d'attribution de la subvention,

Je m'engage (nous nous engageons) à :

- informer le guichet unique de toute modification de ma (notre) situation, de la raison sociale de ma (notre) structure, de mon (notre) projet ou de mes (nos) engagements ;
- poursuivre mon activité agricole au sens de l'article L311-1 du code rural ayant bénéficié de l'aide pendant une période de cinq années à compter de la date de signature de la décision d'octroi de la subvention ;
- maintenir sur son exploitation les équipements et les aménagements ayant bénéficié des aides pendant une durée de cinq ans à compter de la date de la décision de l'engagement juridique de l'aide. Les équipements peuvent toutefois être renouvelés sans aide publique dès lors qu'ils répondent aux mêmes objectifs que ceux initialement financés ;
- respecter les conditions relatives aux normes minimales requises dans le domaine de l'environnement attachées à l'investissement durant une période de cinq ans à compter de la date de décision de l'engagement juridique de l'aide;
- me soumettre à l'ensemble des contrôles administratifs et sur place qui pourraient résulter de l'octroi d'aides nationales et européennes ;
- ne pas solliciter à l'avenir, pour ce projet, d'autres crédits (nationaux ou européens), en plus de ceux mentionnés dans le tableau « financement du projet » y compris les prêts bonifiés sauf pour les JA ;
- apposer au siège de mon exploitation une plaque explicative lorsque l'action menée implique un investissement global d'un montant total supérieur à 50 000 euros, à installer un panneau sur les sites des infrastructures dont le coût total dépasse 500 000 euros. Cette plaque explicative / ce panneau comprennent : le logo européen, la mention : « Fonds européen agricole pour le développement rural : l'Europe investit dans les zones rurales », ainsi qu'une description du projet. Ces éléments relatifs à la publicité de la participation européenne doivent occuper 25 % de la plaque ;
- détenir, conserver, fournir tout document ou justificatif permettant de vérifier la réalisation effective de l'opération, demandé par l'autorité compétente, pendant 10 années.

Je suis informé(e) (nous sommes informés) :

- qu'en cas d'irrégularité ou de non respect de mes (nos) engagements, je devrai rembourser les sommes perçues, majoré d'intérêts de retard et éventuellement de pénalités financières, sans préjudice des autres poursuites et sanctions prévues dans les textes en vigueur.
- que, conformément au règlement communautaire n° 259/2008, l'Etat publiera au moins une fois par an, sous forme électronique ou sous une autre forme, la liste des bénéficiaires recevant une aide du FEADER dans le cadre du programme de développement rural hexagonal, l'intitulé des actions et le montant des fonds publics qui sont alloués à ces actions. Cette parution se fait dans le respect de la loi « informatique et liberté » ((loi n°78-17 du 6 janvier 1978).

Signature :

PIECES FOURNIES

Pièces	Type de demandeur concerné	Pièce jointe	Pièce déjà fournie au guichet unique	Sans objet
Exemplaire original de la demande complété et signé	tous	<input type="checkbox"/>		
Devis estimatifs détaillés des travaux ou investissements (si possible classés par type d'investissement) y compris les devis portant sur les investissements immatériels	tous	<input type="checkbox"/>		
Relevé d'identité bancaire	tous	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
K-bis ou exemplaire des statuts ⁽¹⁾	si le demandeur est une forme sociétaire	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Attestation MSA d'affiliation a l'AMEXA pour l'année en cours	tous	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Copie de la carte d'identité	si vous n'avez pas de n° de PACAGE	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Autorisation du propriétaire	Si non propriétaire des terrains et/ou bâtiments	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>
Documents comptables : - Lorsque la subvention est supérieure à 23 000 € tous financeurs confondus : dernière liasse fiscale complète ou les derniers bilan et compte de résultats approuvés par l'assemblée et le rapport du commissaire aux comptes s'il y en a un - Lorsque la subvention est inférieure ou égale à 23 000 € : éléments comptables au 31/12 N-1 : CA, EBE, RE, Résultat net, capitaux propres, dettes financières, crédits de trésorerie, total du bilan, effectifs salariés	Projets « mécanisation » et « bâtiments », le cas échéant. Concerne les demandeurs astreints à la tenue d'une comptabilité (les exploitants au forfait n'ont pas à fournir ces documents)	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>
Localisation des haies : Registre Parcellaire Graphique existant, à défaut carte 1/25 000 ^{ème}	si nécessaire	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>
Déclaration de réforme du pulvérisateur	si nécessaire, cf modèle ci dessous	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>
Exemplaire des statuts	Association, fondation	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Récépissé de déclaration en préfecture	Association	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Statuts et liste des membres du bureau et du conseil d'administration	Association	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

⁽¹⁾ Attention : Vous n'avez pas à produire les pièces qui sont déjà en possession du guichet unique, **à condition que vous ayez déjà autorisé explicitement l'administration à transmettre ces justificatifs à d'autres structures publiques, dans le cadre de l'instruction d'autres dossiers de demande d'aide vous concernant.**

▪ Pour l'extrait K-bis : il n'est pas à fournir si vous l'avez déjà remis à l'administration après la dernière modification statutaire intervenue. Dans ce cas, merci d'indiquer ici la date d'effet de la dernière modification statutaire [__][__][__][__][__]. Dans le cas contraire, un K-bis original doit être fourni.

Afin de faciliter mes démarches auprès de l'administration,

j'autorise

je n'autorise pas ⁽²⁾

l'administration à transmettre l'ensemble des données nécessaires à l'instruction de ce dossier à toute structure publique chargée de l'instruction d'autres dossiers de demande d'aide ou de subvention me concernant.

⁽²⁾ Dans ce cas, je suis informé qu'il me faudra produire l'ensemble des justificatifs nécessaires à chaque nouvelle demande d'aide. Toutefois, cette option ne fait pas obstacle aux contrôles et investigations que l'administration doit engager afin de procéder aux vérifications habituelles découlant de l'application des réglementations européennes et nationales.

Fait à _____ le _____

Signature(s) du demandeur, pour les formes sociétaires hors GAEC, du gérant et pour les GAEC l'ensemble des associés.

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à instruire votre dossier de demande d'aide publique.

Conformément à la loi «informatique et libertés» du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification touchant les informations qui vous concernent. Si vous souhaitez exercer ce droit et obtenir communication des informations vous concernant, veuillez vous adresser à la DDT ou DDTM du département du siège de votre exploitation

Déclaration de réforme d'un pulvérisateur

Je déclare (nous déclarons) sur l'honneur que le pulvérisateur actuellement présent sur mon (notre) exploitation fera l'objet d'une réforme suite à l'acquisition du nouveau pulvérisateur prévu dans la présente demande.

Pour le règlement de l'aide, je m'engage (nous nous engageons) à fournir une attestation du repreneur de mon (notre) ancien pulvérisateur par laquelle ce dernier sera détruit, réformé ou remis aux normes EN 12761 et EN 907.

Fait à _____ le : _____

Signature